

[La CSQ et la FSE en faveur du renforcement de l'enseignement de l'histoire](#) [1]

Montréal, le 9 décembre 2013. – La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) font un plaidoyer en faveur du renforcement de l'enseignement de l'histoire nationale au secondaire. Elles porteront leur message aujourd'hui dans le cadre des consultations du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) portant sur le renforcement de l'enseignement de l'histoire nationale au primaire et au secondaire. L'avis est disponible au www.lacsq.org [2]

Un enseignement nécessaire pour la compréhension du monde

La CSQ considère que l'enseignement de l'histoire doit contribuer à la construction de l'identité, de la fierté d'appartenir à la nation québécoise, tout en conservant une distance critique à l'égard de son évolution.

De plus, tant la CSQ que la FSE-CSQ constatent que l'histoire permet de développer une compréhension de ce qui a construit une société. Pour ce faire, on doit enseigner ses avancées, ses reculs, ses débats, ses luttes politiques et faire connaître les personnes qui ont joué un rôle significatif au sein de l'espace québécois et canadien. Cet enseignement doit également tenir compte de la présence et de l'évolution des peuples autochtones comme premiers habitants du Québec.

« L'enseignement de l'histoire doit aussi faire une place à l'histoire du syndicalisme, à celle du mouvement des femmes et aux multiples influences issues de l'immigration qui ont contribué à façonner le Québec, de même qu'incorporer des notions de géographie », croit Louise Chabot, présidente de la CSQ.

Un cadre national

Tout comme les élèves en France, aux États-Unis ou en Allemagne apprennent leur histoire nationale, la CSQ et la FSE-CSQ considèrent que l'histoire devrait être enseignée en fonction d'un cadre national qui serait défini comme étant l'espace territorial du Québec, s'étalant de l'époque précolombienne à aujourd'hui. Cet enseignement devrait être fait selon un récit plus suivi, autour de fils conducteurs clairs, en mettant l'accent sur la période contemporaine.

Une réforme nécessaire

Les enseignantes et enseignants d'histoire consultés par la FSE-CSQ considèrent que les personnages et les événements de l'histoire et du récit historique ont été relégués au second rang derrière une « approche historique » et différentes thématiques, prépondérantes dans les programmes de 3^e et 4^e secondaire.

Ils ont également signalé que le contenu était à la fois lourd et redondant, rendant impossible son enseignement complet et suscitant difficilement l'intérêt des élèves deux années de suite. Ils ont enfin clairement mentionné que l'approche chronologique doit être articulée sur deux ans, soit de la 3^e à la 4^e secondaire.

Les thèmes les plus intéressants et mobilisateurs doivent être répartis et intégrés à l'approche chronologique. De plus, il est impératif de mettre davantage l'emphase sur la période contemporaine en 4^e secondaire. En ce sens, le personnel enseignant en histoire a fait savoir à la FSE-CSQ qu'il est clairement en faveur d'une révision des programmes existants, comme la Fédération le demande depuis 2008.

« Les enseignantes et enseignants d'histoire veulent raconter l'histoire. Ils ne sont pas d'accord avec l'idée d'évaluer l'opinion ou la vision de l'élève. Depuis la réforme, les enseignants sentent qu'ils se font imposer un style, alors qu'ils veulent qu'on respecte leur autonomie professionnelle. Leur rôle premier est de construire le savoir en mettant en évidence les personnages et les événements marquants de l'histoire, pour que les élèves comprennent d'où ils viennent et dans quel pays ils vivent », a déclaré Josée Scalabrini, présidente de la FSE-CSQ.

La FSE-CSQ demande un meilleur arrimage entre l'écriture des programmes et leur évaluation. Les enseignantes et enseignants ont signifié que l'épreuve unique actuelle de 4e secondaire est insatisfaisante, puisqu'ils ont l'impression de corriger un texte argumentatif en français.

Une initiative bienvenue

Si l'initiative et les modifications proposées sont généralement bien accueillies par la CSQ et la FSE-CSQ, les organisations syndicales soutiennent que le calendrier de mise en œuvre du nouveau programme, qui commencerait en septembre 2014, ne laisse que très peu de marge de manœuvre. « C'est un calendrier très serré, et ce ne sera possible que dans la mesure où les enseignantes et les enseignants qui participeront au projet pilote le feront sur une base volontaire et seront accompagnés dans la démarche, non seulement pour évaluer le nouveau cours mais aussi pour le mener à terme », croit Louise Chabot.

« Bien entendu, le tout devra se faire en mettant l'accent sur la consultation du personnel enseignant, surtout en ce qui concerne l'élaboration des nouveaux programmes. L'expertise et l'opinion des gens sur le terrain demeurent incontournables pour améliorer le système d'éducation québécois », conclut Josée Scalabrini.

Profil de la FSE

La FSE représente plus de 60 000 enseignantes et enseignants répartis dans tous les secteurs, au préscolaire, au primaire et au secondaire ainsi qu'à la formation professionnelle et à l'éducation des adultes.

Profil de la CSQ

La CSQ représente plus de 200 000 membres, dont près de 130 000 font partie du personnel de l'éducation. Elle est l'organisation syndicale la plus importante en éducation au Québec. La CSQ est également présente dans les secteurs de la santé et des services sociaux, des services de garde, du municipal, des loisirs, de la culture, du communautaire et des communications.

URL source: https://www.coalitionhistoire.org/contenu/la_csq_et_la_fse_en_faveur_du_renforcement_de_lenseignement_de_lhistoire_0

Liens

[1] https://www.coalitionhistoire.org/contenu/la_csq_et_la_fse_en_faveur_du_renforcement_de_lenseignement_de_lhistoire_0

[2] http://www.lacsq.org/fileadmin/user_upload/csq/documents/documentation/avis_memoires/2013-2014/Oui_au_renforcement_de_l%E2%80%99enseignement_de_l%E2%80%99histoire_.pdf